

ASSOCIATION GUINEENNE DES ECONOMISTES

Promotion de la bonne gouvernance économique et financière et l'éclairage des choix publics



GUINEE : EXTRAIRE DE L'EXTREME PAUVRETE 40% DE GUINEENS A L'HORIZON 2025, LES POLITIQUES PUBLIQUES A L'EPREUVE DES FAITS

Selon les résultats de l'ELEP-2012, plus de la moitié 55,2 % des Guinéens vit en dessous du seuil de la pauvreté monétaire ; quant à la pauvreté multidimensionnelle, elle touche 60,7 % de la population, en particulier, les femmes et les enfants (INS et World Bank 2016). Ce qui signifie, environ, trois cinquième de la population guinéenne (soit 7,5 millions de personnes) souffrent de privations multiples en termes de biens durables et de services sociaux de base (éducation, eau potable, assainissement, électricité, logement, etc.(PNDES, 2016-20120 ; P 7).

Le classement de notre pays pendant plusieurs décennies parmi les pays moins avancés(PMA) est une illustration des difficultés des autorités à réduire de façon sensible le taux de pauvreté qui atteint de nos jours un niveau inquiétant malgré les performances économiques indéniables.

A l'occasion d'une année à la tête du gouvernement, lors de son grand oral, le Premier ministre Son excellence Dr Ibrahima Kassory Fofana affirme, par rapport à la mise en œuvre de sa politique d' inclusion économique et sociale, que l'objectif de son gouvernement est « d'extraire de l'extrême pauvreté 40 pourcent des Guinéens à l'horizon 2025, soit plus de 5 000 000 de nos concitoyens ».

Pour lier les annonces aux actes, le conférencier précise :

« Nous avons mobilisé 104 millions de dollars américains de la Banque mondiale, de la banque africaine de développement et du budget national de développement. L'objectif est de démarrer dès le dernier trimestre de cette année, un programme pilote portant sur les transferts monétaires et les travaux à haute intensité de main d'œuvre sur un échantillon de 400 000 personnes vulnérables »

Pour atteindre l'objectif de réduction de la pauvreté de 40%, il faut un taux de croissance économique de 7 à 8%. La Guinée a les atouts qu'il faut pour y arriver.

Cependant, à notre avis, il ya des préalables à remplir parmi lesquels on peut citer entre autre :

- La poursuite des réformes structurelles,
- La levée des goulots d'étranglement de l'économie,
- Et l'arrêt des subventions généralisées.

Les efforts des autorités en matière de lutte contre la pauvreté en Guinée sont là, même s'il reste encore beaucoup à faire ; il faut les saluer. La dernière revue du FMI est jugée globalement satisfaisante qui prouve que notre pays est capable de mener à terme un programme de rigueur en rapport avec les institutions financières.

L'objectif du Gouvernement de réduction de la pauvreté de 40% en 6 ans (2019-2025) est possible. Notre pays a les atouts forts qui montrent que ce niveau de croissance compatible à ce objectif est possible ; mais il faut poursuivre les réformes structurelles et couper les goulots d'étranglement de notre économie fragile pour y parvenir.

En effet, la Guinée a cinq principaux points forts qui nous laissent penser que l'objectif annoncé par les autorités serait atteint à savoir :

- L'évolution de l'investissement direct étranger ;
- Les reformes rigoureuses sur l'environnement des affaires ;
- Les réformes en cours bien que mitigées du système fiscal guinéen ;
- Les efforts du secteur énergétique ;
- La volonté politique clairement affichée des autorités.

I- D'abord, il y a l'évolution de l'investissement direct étranger qui constitue un pilier fort de la croissance économique. Ces investissements ont triplé entre 2010-2015 et atteignent à ce jour un volume global de plus de 10 milliards de dollars USD. Il s'agit d'investissements très importants pour le pays tels que le projet de barrage de souapiti et des centrales thermiques ; les investissements dans le secteur minier dans les régions de Boké ; Boffa sur le segment de la bauxite ; les investissements dans le secteur des télécommunications ; des infrastructures routières et portuaires essentiellement etc.

II- Ensuite, toutes les reformes menées par l'APIP sont couronnées de succès dans le cadre de l'amélioration des affaires. Le secteur privé doit être le moteur principal de la croissance et un environnement propice pour les affaires constitue pour nous le pilier le plus important de la croissance ; et la clé de la réussite du PNDES. Les réformes sur ce sujet sont à saluer ; et qui sont certainement appréciées par les acteurs du secteur privé. L'amélioration continue du classement de la Guinée dans le doing business de la Banque mondiale est une illustration des efforts fournis. Mais il reste encore beaucoup du travail à faire pour se rapprocher d'autres pays modèles sur ce point comme la côte d'ivoire, le Ghana pourquoi pas le Rwanda ou le Botswana à moyen terme.

III- l'amélioration de la performance du système fiscal guinéen est un facteur essentiel et s'approche graduellement d'année en année des meilleurs systèmes fiscaux africains même si ce rythme ne semble pas vigoureux au vu des enjeux. Cela permet à l'Etat Guinéen de financer les secteurs sociaux tels que la santé et l'éducation. Nous avons beaucoup d'espoir sur la mission d'appui à la mobilisation des ressources internes (MAMRI) qui se fixe pour objectif de ramener le niveau actuel de mobilisation des ressources internes de 13,5 à 20% du PIB, conformément aux recommandations de la conférence d'ADDIS-ABEBA sur le financement du développement. L'élargissement de l'assiette fiscale et la lutte contre la corruption seront des indicateurs sérieux de performance de cet instrument.

IV- Il ya la gestion du secteur énergétique où le Gouvernement s'est engagé à prendre des mesures qui vont dans le bon sens : recrutement d'une entreprise qui fait référence dans la gestion du secteur , application du principe de la vérité des prix, les mesures d'économie d'énergie, la mise en place d'un système de tarification qui protège les ménages à faible revenu et l'arrêt des subventions en faveurs des l'entreprises. Voilà des éléments positifs qu'il faut saluer et qui pourraient relever la croissance et approfondir les efforts de réduction de la Pauvreté.

V- La volonté politique du Chef de l'Etat d'affecter 15% des revenus miniers au financement du développement des collectivités locales à travers l'Agence nationale de financement des collectivités(ANAFIC) est une mesure de politique, qui, est une première dans notre pays est à saluer. Cette initiative qui bénéficie à ce jour d'une subvention de 700 milliards de GNF connaît sa mise en œuvre effective par le financement dans les collectivités des projets et programmes de développement initiés par les collectivités elles mêmes.

Quant à l'agence nationale inclusion économique et sociale(ANIES) qui est chargée par les autorités de mener une politique de transferts monétaires et les travaux à haute intensité de main d'œuvre sur un échantillon de 400 mille (pour le programme pilote) est une mesure de politique à saluer. Ce programme, nous sommes convaincus sera essentiel pour renverser de façon significative et durable la tendance actuelle de l'extrême pauvreté dans notre pays. Ce serait de la justice sociale en faveur de nos populations qui ont trop souffert et qui méritent autant d'attention de la part des gouvernants à qui elles ont confié leur destin.

VI- Les annonces sur les logements sociaux sont à saluer avec l'espoir qu'elles vont tenir le calendrier pour le bonheur des populations et prospérité pour tous.

S'il est difficile d'apporter une réponse définitive par rapport aux perspectives pour une bonne croissance économique profitable à tous dans notre pays, cependant, quelques éléments de réflexion attirent notre attention :

- Il ya d'abord la nécessité de préserver la stabilité macro économique ; de contenir (comme le fait déjà bien les autorités) le déficit budgétaire à des proportions soutenables et d'éliminer les factures d'impayées de la dette intérieure qui peuvent entrainer l'asphyxie du secteur privé. Heureusement notre pays est entrain de s'y atteler sans

contrainte comme le prouve éloquemment la conclusion positive des différentes revues consécutives avec le FMI.

- Ensuite, il ya les mesures d'amélioration de l'environnement des affaires et de promotion de l'investissement privé qui permettent de créer de la croissance, l'emploi et de lutter efficacement contre la pauvreté.

L'accent mis par les autorités politiques sur l'agriculture fut très positif, car un point de croissance réalisé dans le secteur agricole a un impact sur la réduction de la pauvreté quatre fois plus élevé que dans les autres secteurs ; d'après les analyses de la banque mondiale. L'amélioration de la qualité de la Gouvernance dans ce secteur prioritaire sera déterminante dans l'atteinte des objectifs en matière de lutte contre la pauvreté.

Maintenant, il est nécessaire d'accompagner les idées avec des études de faisabilité bien ficelées. L'ACGPMP a démontré qu'avec le projet Kaleta et SOUAPITI que la Guinée a la capacité de préparer de bonnes études de faisabilité et les transformer en projets porteurs de croissance. Le même modèle pourrait être utilisé pour les projets du secteur de l'agriculture.

L'espoir est permis quant à la réussite de la politique agricole, mais il faudrait renforcer le Ministère en ressources humaines, matérielles et financières et l'apport des partenaires tels que la Banque mondiale permettra l'atteinte rapide de cet objectif ; car ce secteur est le mieux indiqué pour réduire de façon significative la pauvreté dans notre pays.

Enfin, il ya aussi la réforme administrative de l'Etat, à savoir comment rendre l'administration publique plus efficace et plus performante. Les perspectives pourront donc être positives, mais il faut reconnaître que les risques de dérapages budgétaires ne sont pas totalement écartés et les autorités doivent toujours jouer la carte de la transparence pour identifier à la fois les points forts qui sont indéniables, mais aussi les faiblesses et risques car autrement cela ne rendrait pas service à notre pays.

Pour réussir ce programme de lutte contre la pauvreté, plusieurs risques sont à éviter :

D'abord, la politique de subvention actuelle pose de sérieux problèmes et, sans mesure de correction, elle pourrait conduire à des dérapages budgétaires. Ce risque commence à être contenu grâce à la décision du Premier Ministre et des autorités budgétaires de réduire certaines dépenses non prioritaires.

Des efforts doivent être faits pour réduire au maximum (à défaut de les éviter) les subventions généralisées des prix. Les expériences de plusieurs pays ont démontrées que ces types de subvention ne sont pas efficaces, pèsent lourdement sur le budget de l'Etat et introduisent des distorsions importantes dans le fonctionnement de l'économie.

Ces subventions qui bénéficient plus aux couches les plus aisées et moins aux couches les plus défavorisées doivent être réexaminées. Pour cela il ya lieu d'approfondir la réflexion sur les possibilités de subventionner le transport public plutôt que l'essence à la pompe, généraliser les cantines scolaires ; revoir la politique de protection de certains produits.

Le programme de transfert d'argent direct aux ménages les plus pauvres soit caractérisé par une gouvernance transparente etc.

La complexité de ces questions nécessite la contribution des institutions spécialisées.

Le deuxième risque est par rapport à la dette aux fournisseurs de l'Etat. L'audit du Gouvernement qui a permis d'arrêter le montant fut un acte positif qu'il faut saluer. L'espoir est permis quant à la résolution de ce problème suite à l'intervention des autorités monétaires et budgétaires à l'assemblée nationale sur la loi de finances rectificatives et l'ajustement budgétaire dans le cadre du programme avec le FMI. Ceci va avoir un impact positif sur l'économie nationale.

Ces mesures salutaires doivent favoriser le paiement des factures à date et prendre en compte les petites et moyennes entreprises qui sont moins puissantes pour réclamer le paiement, mais qui sont les plus vulnérables et contribuent énormément à l'économie nationale en termes de création d'emplois et de richesse.

Il faut préciser également que malgré la nécessité de l'ajustement budgétaire, il ya lieu de protéger les dépenses sociales qui soient compatibles avec les mesures de rigueur pour réduire les dépenses publiques à un niveau soutenable. Néanmoins, il ya nécessité de faire des efforts pour améliorer l'efficacité dans les secteurs sociaux.

S'il y avait une culture plus forte de planification, de rationalisation et d'évaluation ; les indicateurs sociaux comme : réduire l'extrême pauvreté et la faim ; assurer une éducation primaire pour tous ; augmenter les ressources en faveur des cantines scolaires ; améliorer la santé maternelle et de réduire la mortalité des enfants de moins de 5ans, connaissons des progrès encore plus remarquables.

Malgré le contexte économique et financier difficile, l'augmentation de la part des dépenses sociales dans le budget de l'Etat est une nécessité ; mais il faut qu'il y ait aussi une culture d'évaluation et de performance. Ceci est particulièrement important dans les secteurs sociaux, car ils bénéficient des allocations budgétaires qui deviennent de plus en plus importantes (plus de 50 % dans la loi de finances rectificatives).

Si les autorités parviennent à mettre en œuvre ces programmes et maîtriser ces risques ; nous pensons que la croissance peut durablement se maintenir à un niveau supérieur à 7% l'an. Mieux, un taux de 8 à 9 % voir même plus est possible à moyen terme si les réformes structurelles sont poursuivies de façon énergique accompagnées d'une volonté politique affirmée de lutte contre la pauvreté dans notre pays. Les décisions à court et moyen terme des autorités nous édifieront quant à l'efficacité des politiques actuelles pour réduire ce taux de pauvreté qui n'honore pas notre pays à travers ses décideurs malgré son potentiel.

Conakry le 24/Octobre/2019

LA COMMISSION DES POLITIQUES PUBLIQUES

**CONDE Mamady
Master2 en Banque/finance
Et Etudes du développement
Tel :628106305**

**DR Thierno Abdoulaye Barry
PHD, D Financière Projets
Tel :628776369**

LES ACTIVITES REALISEES:

Dans la recherche de l'amélioration de la bonne gouvernance économique et financière et contribuer efficacement à l'éclairage des choix publics ; l'association guinéenne des économistes a réalisée au cours de la période 2017-2018-2019 les activités suivantes :

1-Organisation de quatre (10) séminaires de formation en techniques des opérations bancaires ; élaboration-exécution et contrôle du budget de l'Etat et en montage de plan d'affaire bancable avec 305 participants.

2-Six(6) publications sur les questions économiques et financières du pays en vue d'éclairer l'opinion sur ces problématiques et prendre position de façon impartiale dans le débat public à savoir :

a-**Guinée**: Que peut-on attendre de la Cour des comptes pour plus de transparence dans la gestion publiques.

b-**Guinée** : Le budget du secteur rural passe de 3 pour cent en 2017 à 7 pour cent en 2018.

c-**Guinée**: Enfin une loi anti corruption ; augure t-elle une nouvelle ère contre ce fléau.

d-**Guinée**: Contre la gestion opaque des subventions ; les EPAS et EPICS au cœur du débat financier.

e-**Guinée**: Augmentation du budget national à plus de 20 milles milliards en 2018 ; l'analyse sur la hausse et les risques.

f-**Guinée**: Les élections locales de tous les enjeux

g- Rapport sur la Gouvernance économique et financière en 2017

h- Avis sur la Greve syndicale dirigée par le SLEEG

i- Avis sur la crise du carburant